

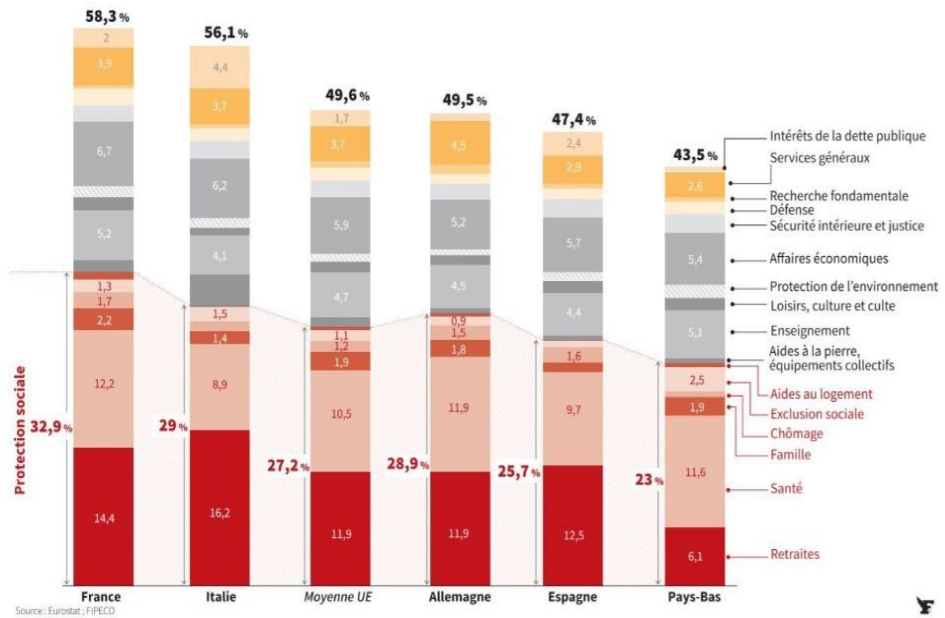
Julie Ruiz Perez

Le dérapage du déficit public pour 2023, largement au-delà des 5%, témoigne de la difficulté de la France à faire des économies.

Dans les couloirs du ministère des Finances, on s'attend à une séquence « très tendue », et ce malgré les efforts fournis depuis des semaines pour « préparer » l'opinion. Les chiffres du déficit et de la dette publiés ce mardi par l'Insee risquent d'avoir l'effet d'un coup de massue. Initialement prévu à 4,9% du PIB, le déficit public 2023 sera « significativement » plus élevé, a annoncé le ministre de l'Économie, Bruno Le Maire, il y a déjà plusieurs jours. Depuis, on se perd en conjectures : d'aucuns croient savoir qu'il est attendu à 5,3% du PIB; d'autres citent le chiffre de 5,7%. Le sénateur LR Jean-François Husson assure, lui, que des documents de l'administration de Bercy - où il s'est invité vendredi - font état d'un déficit de 5,6%.

Quoi qu'il en soit, cet ample dérapage va bouleverser la trajectoire de désen-

La France dépense plus que la moyenne de l'Union européenne
Les dépenses publiques par fonction en % du PIB en 2022



Source: Eurostat, FIPFECO

de 5,6%.

Quoi qu'il en soit, cet ample dérapage va bouleverser la trajectoire de désendettement de la France, qui s'était engagée auprès de Bruxelles à ramener son déficit à 2,7% en 2027. Aujourd'hui, d'ailleurs, Bruno Le Maire évoque simplement un objectif de déficit inférieur à 3% d'ici à la fin du quinquennat. Alors que le pays se classe sur le podium des États les plus endettés de la zone euro, le ministre de l'Économie a juré en fin de semaine dernière que cette ligne serait tenue « coûte que coûte ».

Effort budgétaire

Pour ce faire, le gouvernement n'augmentera pas les impôts. C'est une ligne rouge défendue par Emmanuel Macron. De là, seules deux solutions s'offrent à l'exécutif. La première, consistant à compter sur une augmentation de la croissance, a longtemps été privilégiée par l'Élysée. Mais, aujourd'hui, la conjoncture économique ne permet guère d'espérer la réalisation de ce scénario - le gouvernement vient de se résoudre à baisser sa prévision de 1,4% à 1% pour cette année. Et le président lui-même admettait la semaine dernière qu'il faudrait certainement « compléter » l'effort budgétaire. « L'effort bud-

Le poids des dépenses sociales, une spécificité bien française

gétaire » désignant la seconde solution pour améliorer les finances publiques, à savoir des coupes dans les dépenses publiques.

La France, on le sait, est une des championnes d'Europe dans ce domaine. Le pays serait même « accro à la dépense publique », selon la formule employée par Bruno Le Maire - qui n'a pas réussi, plus que ses prédécesseurs, à la faire baisser. Selon un récent rapport d'Eurostat, les dépenses publiques de la France représentaient 58,3% de son PIB en 2022, contre une moyenne de 49,3% dans l'Union européenne. En dehors des politiques liées à la sécurité intérieure, à la justice, à la recherche fondamentale et aux transports, la France dépense plus que la moyenne dans tous les domaines de l'action publique. En particulier, le poids des dépenses publiques françaises surclasse

la moyenne européenne de 2,5 points de PIB pour les retraites. Pour rappel, le PIB français atteignait 2639 milliards, un point de PIB équivalait ainsi à environ 26 milliards d'euros en 2022. Les dépenses de retraite ont atteint 14,4% du PIB, contre une moyenne de 11,9% dans l'Union européenne et 11,9% en Allemagne et 6,1% aux Pays-Bas. « C'est la plus importante source d'écart entre les dépenses publiques en France et dans la moyenne de l'Union européenne », note l'expert en finances publiques François Ecalte sur son site Fipeco.

Différentes pistes

Autre dépense qui distingue la France de ses partenaires, la santé représentait 12,2% du PIB en France - soit 1,7 point de plus que la moyenne européenne. De même, Paris dépense également un

demi-point de PIB de plus pour les dépenses associées au chômage. Les politiques de soutien au logement sont également un lest sur les dépenses publiques puisque leur coût s'est élevé à 2% du PIB en France alors que la moyenne européenne était seulement de 1,3% du PIB. Cet écart pourrait d'ailleurs être plus élevé, souligne François Ecalte, car cette moyenne européenne est « fortement tirée vers le haut par l'Italie (3,3% du PIB) du fait d'un crédit d'impôt exceptionnel et en principe temporaire en faveur de la rénovation des logements ».

En tout, la France consacre l'équivalent d'un tiers (32,9 points) de son PIB à la protection sociale, contre 27,2 points en moyenne en Europe. Pour l'Allemagne, ce chiffre s'élève à 28,9. Aux Pays-Bas, il descend jusqu'à 23 points. Bercy aime à le rappeler :

« Les dépenses sociales représentent plus de la moitié de la dépense publique. »

L'exécutif a annoncé vouloir économiser 10 milliards d'euros cette année, et au moins 20 milliards supplémentaires en 2025. Les pistes déjà évoquées comprennent, entre autres, des coupes dans les dépenses liées aux affections de longue durée, aux transports sanitaires et une nouvelle réforme de l'assurance-chômage. D'autres idées de mesures pourraient par ailleurs émerger lors de la réunion sur les finances publiques prévue à Bercy ce jeudi ou, en plus de tous les groupes parlementaires, Bruno Le Maire a pris soin de convier les ministres du Travail et de la Santé. ■

➔ Lire aussi PAGE 17